

## **Construire une Europe résiliente : repenser le capital, l'industrie et le commerce**

**Article by Barry Lynn, Green European Journal**  
February 9, 2026

la situation économique du continent n'a cessé de se détériorer ces dernières années en raison d'une combinaison de facteurs, qui sont la baisse de la capacité industrielle, l'environnement commercial mondial de plus en plus hostile et la capacité limitée à lever des capitaux. Dans ses efforts pour concilier souveraineté économique et lutte contre la crise climatique, l'Europe doit s'efforcer de redéfinir son concept de compétitivité, de tirer parti de sa diversité et d'éviter les écueils de la monopolisation et de la concentration. Entretien avec Barry C. Lynn.

**Green European Journal : dans son rapport très attendu et très commenté, Mario Draghi attire l'attention sur un modèle économique obsolète en Europe et sur le déclin de la compétitivité de l'UE. Que pensez-vous du diagnostic et des remèdes proposés par Draghi ?**

**Barry Lynn :** c'est un moment vraiment important de l'histoire européenne. Je pense que le rapport Draghi reconnaît bien le moment et l'ampleur des changements qui doivent avoir lieu. Le rapport met fortement l'accent sur l'aspect concurrentiel. Cependant, il se concentre principalement sur l'argent : comment concentrer le capital ?

Un ancien directeur de la Banque centrale européenne plaide essentiellement en faveur d'un emprunt collectif et d'investissements de la part de l'Europe. Cette idée est fortement contestée par les Allemands et, à des degrés divers, par les Néerlandais. Depuis la création de l'Union européenne, cette question est fondamentale : l'Europe peut-elle collectivement réunir les fonds dont elle a besoin ? Et la question est désormais la suivante : les Allemands accepteront-ils un affaiblissement de leur contrôle sur la politique monétaire et budgétaire ?

À mon avis, la faiblesse de l'Europe est en grande partie liée à la protection extrêmement égoïste par l'Allemagne de la structure de l'euro et du marché européen mise en place il y a 25 ans, comme nous l'avons déjà vu avec la Grèce en 2015. Mais sans la capacité de concentrer les capitaux, les Européens ne peuvent pas et ne feront pas la plupart des choses qu'ils souhaitent faire.

Il y a beaucoup d'argent en Europe, mais la situation n'est pas la même qu'aux États-Unis. Là-bas, les marchés financiers sont dynamiques et le gouvernement a également la capacité d'apporter beaucoup de capitaux. C'est en grande partie ce qu'affirme Draghi : si l'Europe veut sérieusement investir dans une économie politique renouvelée, elle devra repenser la manière de concentrer les capitaux, tant sur les marchés privés que publics.

En ce qui concerne la concurrence, je pense que ce n'est pas une question sur laquelle Draghi s'est vraiment attardé. En réalité, ses objectifs pour l'Europe nécessitent de fortes politiques antimonopole et de fortes politiques visant à lutter contre les goulets d'étranglement. Mais lorsque l'on examine en détail certaines des politiques qu'il promet, qu'il s'agisse de la consolidation des télécommunications ou de la

création de champions industriels européens, ses propositions ne correspondent pas vraiment aux objectifs fixés. D'une certaine manière, ce rapport est l'occasion d'engager une discussion. Oui, les objectifs sont louables, mais les mesures spécifiques préconisées dans le rapport doivent être améliorées, car ce qu'il propose ne fonctionnera pas.

**Alors que l'Europe envisage d'imiter les États-Unis et d'autres grandes économies dotées de champions à l'échelle continentale, il est intéressant d'examiner comment cette stratégie a été mise en œuvre aux États-Unis. Quels sont les risques que les Européens doivent garder à l'esprit avant d'adopter ce type de politique ? Et à quoi ressemble une économie dominée par des monopoles ?**

Si vous lisez le rapport de Draghi et les déclarations de mission publiées par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen (et qui ont été envoyées aux différentes directions générales afin de guider leur travail pour les cinq prochaines années), il semble bien que les Européens souhaitent suivre l'approche américaine en matière d'industrie de défense et d'industrie lourde. Cela est complètement idiot.

Cette approche américaine, qui a débuté dans les années 1980 et a permis une concentration extrême dans les secteurs de la défense et de l'industrie lourde, s'est avérée absolument désastreuse. Elle a eu des effets catastrophiques. Il suffit de regarder Boeing : lorsque Ronald Reagan est arrivé au pouvoir en 1981, il y avait quatre constructeurs différents d'avions commerciaux aux États-Unis. Désormais, il n'en reste plus que deux dans le monde entier. Ce que l'on constate dans le cas de Boeing, c'est une entreprise qui éprouve de sérieuses difficultés à commercialiser ses produits, à innover et à introduire de nouvelles technologies, ainsi qu'à maintenir la qualité.

Et l'Europe souhaite suivre cette voie ? Suivre la voie tracée par Boeing serait une folie. La fusion Siemens/Alstom [rejetée par la Commission européenne en 2019] est devenue une obsession pour les industriels européens. Mais comment pourrait-il être judicieux de fusionner les deux entreprises qui fabriquent des trains en Europe à un moment où les besoins en trains sont plus importants et plus exigeants ? C'est absurde. Et stupide.

**Si l'UE n'a pas besoin de champions européens pour être compétitive à l'échelle mondiale, existe-t-il un moyen de concilier la nécessité de la concurrence au sein du marché unique et celle d'être compétitif au niveau mondial ? Comment pouvons-nous nous assurer que la politique industrielle de l'UE répond à l'intérêt général du public et pas seulement aux intérêts des entreprises ?**

La réponse est très simple : les droits de douane. Au sens large, la politique de concurrence englobe la politique commerciale et la politique industrielle, et inversement : une véritable politique industrielle englobe la politique de concurrence et la politique commerciale. Les trois forment un tout. Donc, si vous voulez avoir une concurrence au sein de l'Europe et vous assurer que les Chinois, avec leur système mercantiliste extrêmement subventionné, ne viennent pas détruire vos entreprises, il existe un outil simple à utiliser : les droits de douane. Il y a peu, l'idée de droits de douane était encore un sujet tabou en Europe. Les Européens ont désormais compris qu'ils devaient recourir aux droits de douane, mais ils doivent faire preuve d'une grande prudence.

Aux États-Unis, dans le vaste domaine des véhicules électriques (VE), y compris les batteries et autres composants, nous avons réalisé que nous ne pouvions pas dépendre des sources d'approvisionnement chinoises. Cela n'est pas sûr, et cela n'est pas non plus judicieux en termes d'innovation. C'est pourquoi

nous avons utilisé des droits de douane de 100 %, voire plus si nécessaire, pour protéger le système concurrentiel, plutôt que de procéder à une consolidation.

C'est la seule voie possible. Sans droits de douane, vous ne menez pas de politique industrielle. Ce que vous faites, c'est tout simplement céder votre sécurité et vos trésors industriels à d'autres pays.

**La question est la suivante : comment tirer parti des économies d'échelle et accumuler suffisamment de capital pour être compétitifs tout en évitant les inconvénients de la concentration ? Et comment l'Europe peut-elle développer une politique industrielle intelligente, éventuellement associée à une politique commerciale, qui servirait les transitions auxquelles les responsables politiques européens réfléchissent manifestement dans le contexte actuel de l'économie mondiale ?**

Vous devez vous poser, définir votre stratégie et vos objectifs puis élaborer des politiques adaptées à vos besoins. Sinon, vous serez constamment dans une position réactive, de manière incohérente.

Soyons honnêtes, c'est exactement là où en est l'industrie européenne en matière d'automobiles. Ce qu'il s'est passé, c'est que les constructeurs automobiles allemands, autour desquels s'articule tout le système politique allemand, ont vendu le cœur industriel des voitures à la Chine. Aujourd'hui, l'Europe n'a pratiquement plus aucune capacité de production de batteries ou de groupes motopropulseurs électriques, et dépend à 100 % de la Chine.

*Il semble bien que les Européens souhaitent suivre  
l'approche américaine en matière d'industrie de  
défense et d'industrie lourde.*

Voici une manière d'envisager la structure du pouvoir en Europe à l'heure actuelle : le gouvernement chinois à Pékin contrôle essentiellement les constructeurs automobiles allemands, les constructeurs automobiles allemands contrôlent la CDU [Union chrétienne-démocrate], et la CDU exerce une emprise solide sur la Commission européenne. Mais ce qui préoccupe le plus les Européens, c'est la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA). Les États-Unis ont investi des sommes folles dans la production de semi-conducteurs, de batteries et d'autres composants pour véhicules électriques. Les Européens auraient pu décider de s'unir et de collaborer avec les Américains afin de créer un système de production unique, à grande échelle et de grande envergure. Au lieu de cela, ils ont été manipulés par le contrôle exercé par Pékin sur l'industrie automobile allemande.

Si l'Europe ne parvient pas à maîtriser la situation dans les prochaines années, ce sera fini. Vous pensez que le Nord Stream était une mauvaise chose ? Ce que font actuellement les Allemands avec la Chine dans les domaines de l'automobile, des produits chimiques et d'autres composants, c'est la même chose, mais à plus grande échelle.

C'est le défi que les Européens doivent relever. Et soyons clairs : ici, ce ne sont pas les États-Unis qui constituent la puissance impériale, mais la Chine. Et vous êtes sur le point de tomber sous le contrôle de la nouvelle puissance impériale. En revanche, les États-Unis offrent une vision de redondance, de résilience et de compétitivité<sup>1</sup>.

Je pense que le rapport Draghi était assez lucide quant à ces menaces (et le gouvernement français a

certainement une compréhension très lucide de ces menaces). Je pense donc que l'Europe a une réelle opportunité d'améliorer sa situation au cours des prochaines années, en particulier si Kamala Harris est élue à la Maison Blanche. Même dans le cas d'une administration Trump, qui compliquerait les choses, l'objectif fondamental restera le même pour l'Europe : veiller à ne pas tomber sous le contrôle direct du système industriel chinois et, par conséquent, de l'État chinois.

**Diriez-vous que certains États membres de l'UE sont allés un peu trop loin dans la chaîne de valeur mondialisée ? Et si oui, les droits de douane sont-ils vraiment le seul moyen de revenir à une situation plus gérable ?**

Soyons clairs : ce n'est pas l'Europe qui a inventé ce système, mais les États-Unis. La stratégie consistait à créer un monopole au niveau national, puis à permettre à ces monopoles de délocaliser leur capacité. Nous avons créé en Chine une concentration de capacités qui a contribué à y aspirer l'industrie européenne. Nous avons créé le problème par notre mauvaise façon de penser et notre mauvaise idéologie.

Votre question est tout à fait pertinente : une fois que vous détenez 100 % d'un élément à l'étranger, le pays qui contrôle ce pouvoir ne va pas le lâcher facilement. Par conséquent, vous devez avoir un objectif et une stratégie, puis vous pouvez négocier avec vos partenaires commerciaux. Les négociations avec les États-Unis, la Chine, etc. seront difficiles. Mais au final, tout le monde bénéficierait d'un système de production résilient, redondant et distribué, dans lequel aucun monopole ne restreint le changement technologique et aucun État-nation ne tente d'exploiter des points de passage obligés pour manipuler d'autres États-nations.

Nous avons cela auparavant, et nous pouvons l'avoir à nouveau. Les systèmes commerciaux libéraux sont une bonne chose. Ils rendent le monde plus sûr, favorisent la coopération pacifique entre les peuples, et cela devrait être notre objectif ultime. Cependant, entre notre situation actuelle et notre objectif, il y a beaucoup de choix difficiles à faire et de négociations ardues à mener. Mais vous savez quoi ? Nous sommes intelligents, et nous pouvons y arriver.

*Même dans le cas d'une administration Trump, qui compliquerait les choses, l'objectif fondamental restera le même pour l'Europe : veiller à ne pas tomber sous le contrôle direct du système industriel chinois.*

**La fragmentation du marché européen est souvent présentée, y compris par Draghi, comme l'un des échecs de l'Europe. Mais cette fragmentation naturelle, souvent considérée comme un handicap, pourrait-elle être un atout dans la lutte contre le monopole et la concentration ?**

En effet. Les États-Unis constituent une économie unique et très importante, car ils forment un seul État-nation. Pourtant, jusqu'aux années 1980, voire jusqu'aux années 1990, il existait un très grand nombre d'entreprises localisées au niveau des États, car le système réglementaire était conçu pour promouvoir la localisation et empêcher la concentration et la centralisation. Le défi auquel l'Europe est aujourd'hui confrontée consiste à éviter de suivre la voie empruntée par les États-Unis. Voulez-vous vous réveiller dans 20 ans et avoir trois fast-foods, un seul détaillant, etc. ? Ou préférez-vous un système conçu pour garantir la résilience, la redondance et le type de concurrence qui conduit à des services et des biens meilleurs et moins chers ? Ce sont là autant de choix politiques, et les Européens ont aujourd'hui

l'occasion de tirer parti de leur diversité, de leurs langues, de leur expérience, de leurs intérêts et de leurs compétences.

L'Europe est à la croisée des chemins. Selon votre interprétation du rapport Draghi, vous pouvez vous engager sur la voie du monopole ou emprunter le chemin qui mène à une communauté plus forte, plus riche et plus innovante.

**La diversité est essentielle pour comprendre les autres défis posés par notre époque : la durabilité et les politiques écologiques en général s'appuient sur la diversité, l'équilibre et l'abondance, tout comme la nature et la vie. Le rapport Draghi désigne les technologies vertes et propres comme le seul domaine dans lequel l'Union européenne dispose d'un avantage et d'un certain leadership mondial. Comment concilier l'obsession actuelle pour la compétitivité avec les objectifs de durabilité que l'UE s'est fixés pour elle-même et pour le reste du monde ?**

Un problème fondamental du rapport et de sa vision des défis auxquels l'Europe est confrontée réside dans sa conception de la compétitivité. Le rapport part du principe que l'Europe évolue dans un système de marché mondial. Mais ce système de marché mondial n'existe pas. Le monde est composé d'États-nations puissants qui ont mis en place des politiques industrielles visant à atteindre des objectifs stratégiques et économiques spécifiques. Ce cadre de réflexion sur la compétitivité place immédiatement l'Europe dans une position fondamentalement désavantageuse, car il s'inscrit dans un monde imaginaire mythique.

Le point de départ devrait être la manière d'assurer la sécurité, la prospérité et la démocratie. Cette compréhension guide ensuite vos décisions quant à la manière dont vous structurez votre industrie pour être compétitif en Europe, mais aussi aux États-Unis, en Chine, en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique, etc. C'est le cadre qui permettrait aux Européens de reconstruire l'industrie de manière à ce que les idées technologiques et organisationnelles de pointe provenant d'Europe restent européennes et soient développées et mises en œuvre à l'échelle européenne. Ensuite, lorsqu'elles se répandront dans le monde entier, elles pourront porter à la fois le drapeau européen et les valeurs européennes.

Les Européens, et cela vaut aussi bien pour les progressistes que pour les conservateurs, rêvent encore des idéaux perdus des années 1990, lorsque la vision libérale du fonctionnement du monde était prédominante. Cela était déjà un mythe dans les années 1990, et c'est en adhérant à ce mythe à l'époque que nous nous sommes retrouvés dans tous ces problèmes aujourd'hui.

*Les Européens ont aujourd'hui l'occasion de tirer parti de leur diversité, de leurs langues, de leur expérience, de leurs intérêts et de leurs compétences.*

**En effet, il existe une sorte de nostalgie pour le consensus de Washington, qui est le modèle avec lequel de nombreux dirigeants mondiaux ont grandi et qu'ils comprennent donc le mieux. Si les fondements intellectuels de cette vision du monde ont été largement discrédités, l'Europe n'a pas encore développé de vision alternative, cohérente et globale. Comment faire en sorte que les progressistes et les autres acteurs de la société civile puissent contribuer à l'élaboration d'une politique industrielle efficace tout en respectant les objectifs de durabilité ? Existe-t-il des idées ou des suggestions politiques inspirées de l'expérience américaine qui pourraient aider l'Europe à mettre en place une politique industrielle intelligente ?**

Le plus important est d'être honnête quant à notre situation actuelle. Les Européens sont confrontés à trois menaces existentielles étroitement liées. Le premier est la menace que représentent les grandes entreprises technologiques pour la démocratie. Les grandes entreprises technologiques américaines menacent la liberté d'expression des Européens et leur capacité à débattre ouvertement entre eux. Elles limitent également la liberté des journalistes européens de partager des informations avec les citoyens. Certaines de ces sociétés constituent une menace directe et immédiate pour l'état de droit fondamental. Prenons pour exemple ce qu'ont fait X et Elon Musk au Royaume-Uni cet été, en encourageant les émeutes et en prédisant une guerre civile.

La deuxième menace existentielle concerne les risques sécuritaires liés à la délocalisation et à la concentration des capacités industrielles vitales, en particulier en Chine. Comme l'a démontré la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe avant l'invasion de l'Ukraine, lorsque vous autorisez une telle concentration extrême de capacités dans un autre pays, par exemple à l'autre bout du monde, cela a notamment pour conséquence que cet autre pays se sent libre de vous contraindre. Et parfois, cela peut inciter cette nation à se lancer dans une agression et une guerre dangereuses.

La troisième menace est évidemment le climat.

Pour contrer ces menaces, les Européens doivent procéder à une évaluation honnête des outils nécessaires pour y faire face. Et la première chose à faire est de se débarrasser de leurs rêves sur ce que l'Organisation mondiale du commerce était censée apporter. Le libre-échange était censé permettre l'avènement d'un monde sans frontières et pacifique, mais cela n'a pas été le cas. Cela a échoué parce que nous avons été naïfs quant à la nécessité d'utiliser le pouvoir de l'État pour réglementer ces systèmes afin de garantir les résultats souhaités.

Je vais être clair sur ce que je pense être la cause du problème. De nombreux Américains diraient que la Chine est en tort parce qu'elle triche, manipule le commerce, etc. Mais il n'en est rien. Chaque levier que la Chine contrôle aujourd'hui est le résultat de notre échec, en Europe et aux États-Unis, à réglementer nos capitalistes et à veiller à ce qu'ils ne nous exposent pas au pouvoir de l'État chinois. Nous sommes responsables de notre naïveté. La Chine s'est contentée d'accepter toutes les capacités industrielles que nos capitalistes lui proposaient de transférer entre ses mains.

Nos capitalistes ont alors joyeusement récupéré les machines et les techniques industrielles que nous avons développées au cours de plusieurs siècles en Europe et aux États-Unis, et les ont vendues à bas prix aux Chinois. Nos capitalistes ont ensuite transformé nos entreprises manufacturières en sociétés commerciales conçues pour concentrer le pouvoir monopolistique sur l'importation de ce que nous fabriquions auparavant en Europe et aux États-Unis.

Aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés aux menaces pour la sécurité internationale que représente la concentration extrême des capacités industrielles en Chine, nous subissons les conséquences des mauvaises décisions que nous avons prises ici même, dans nos nations, concernant la manière dont nous réglementons le comportement de nos capitalistes et de nos entreprises. Les Chinois n'ont fait que profiter de notre stupidité.

**En ce qui concerne le climat, qui est la troisième menace, pensez-vous qu'une industrie compétitive et neutre en carbone soit réalisable dans le cadre politique actuel, ou avons-nous atteint les limites des instruments du marché européen ? Et sachant que la commissaire désignée à la politique de concurrence, Teresa Ribera, est également une figure de proue des politiques durables, que lui diriez-vous au sujet de la politique de concurrence actuelle de l'UE ?**

Effectivement, bon nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés sont liés à la manière dont le débat sur la compétitivité a été structuré jusqu'à présent par les différents acteurs du processus. Par exemple, si vous voulez comprendre qui est à l'origine du projet de consolidation des télécommunications, ne cherchez pas plus loin que Deutsche Telekom.

Teresa Ribeira a fait ses preuves en matière de promotion du développement durable en Espagne. Réunir la durabilité et la concurrence au sein d'une seule et même unité sous la responsabilité d'une seule personne est une opportunité fantastique. Avec une réflexion créative appropriée, elle comprendra que le défi consiste à structurer les marchés de manière à favoriser une adoption plus rapide des technologies vertes et de l'innovation.

**Nos instruments de marché sont-ils donc toujours adéquats ? Pendant des décennies, on a supposé qu'une politique industrielle verte verrait le jour avec un système d'échange de quotas d'émission, une régulation du marché et peut-être quelques mesures incitatives. Mais nous atteignons nos limites : est-ce parce que ces mesures sont mal conçues, ou faut-il autre chose ?**

Regardez ce que l'administration Biden a accompli au cours des trois dernières années et demie. Ils ont relevé le défi parce qu'ils ont compris que la question fondamentale était de savoir s'ils allaient rester les bras croisés et laisser les Chinois prendre le contrôle absolu de la production de véhicules électriques et de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement photovoltaïque, ou s'ils allaient plutôt adopter une politique industrielle globale combinant la politique de concurrence et la politique commerciale en un seul système de contrôle visant certains résultats souhaités. Les États-Unis ont commencé avec succès à intégrer la politique commerciale et les droits de douane, la politique industrielle et les investissements, ainsi que la politique de concurrence dans un système réglementaire unique. Aujourd'hui, les responsables américains comprennent qu'aucun de ces instruments n'est suffisant à lui seul pour faire face aux grandes menaces.

*Les Européens doivent utiliser les droits de douane de manière judicieuse afin de garantir que l'État mercantiliste chinois ne détruise pas l'industrie et les idées européennes pendant la période de reconstruction industrielle de l'Europe.*

Tant que nous maintiendrons des murs élevés entre ces différents régimes réglementaires, nous échouons. La décision d'Ursula Von der Leyen de faire tomber les barrières entre la concurrence et la politique environnementale est un excellent début, mais la politique commerciale fait encore défaut. Les Européens doivent utiliser les droits de douane de manière judicieuse afin de garantir que l'État mercantiliste chinois ne détruise pas l'industrie et les idées européennes pendant la période de reconstruction industrielle de l'Europe.

**Ce qu'a fait l'administration Biden était sans précédent, mais cela pourrait ne pas suffire pour relever les défis d'une économie mondiale en mutation, qui pourrait bouleverser radicalement notre compréhension des conflits, des chaînes d'approvisionnement, etc. Les politiques industrielles et commerciales suffiront-elles à orienter le secteur privé vers un mode de fonctionnement plus durable, ou devons-nous plutôt repenser fondamentalement le fonctionnement du secteur privé ?**

Si l'on examine le sous-texte de la révolution Biden et les déclarations du président, on peut lire ceci : il y a 40 ans, nous avons rendu le monde sûr pour les grandes entreprises. Puis, un jour, nous nous sommes réveillés et avons découvert qu'elles régnaient en maîtres sur tout. Nous avons donc décidé de mettre les entreprises à notre service.

Il en résulte un retour aux politiques fondamentales qui ont été mises en place pendant 200 ans, depuis la fondation des États-Unis jusqu'à la première année du mandat de Reagan en 1981. Nous assistons à une reconceptualisation radicale de l'économie politique qui conduit à une large remise en question du pouvoir des entreprises au sein de la société, de leur raison d'être et de leur licence. Il ne s'agit pas d'une position anticapitaliste ou anti-entreprise, mais bien d'une position antimonopole. Ainsi, si elle est bien comprise, cette révolution est véritablement favorable aux entreprises et aux entrepreneurs. Elle vise à faciliter la réussite des entrepreneurs, des personnes ayant de meilleures idées et de nouvelles techniques, et de ceux qui veulent faire le bien dans le monde. On pourrait même dire que Biden souhaite voir davantage de milliardaires dans le monde en réduisant la concentration extrêmement élevée actuelle de centaines de milliards, voire de milliers de milliards de dollars entre les mains d'une poignée de personnes.

L'administration Biden s'efforce de libérer les personnes qui ont de meilleures idées afin qu'elles puissent les développer et les partager avec d'autres, et c'est exactement à cela que servent les marchés. Un marché correctement structuré est un lieu d'échange. Revenons aux origines de ce monde en 1776, lorsque Adam Smith écrivit son ouvrage monumental *Wealth of Nations* (La Richesse des nations). Les marchés devraient être des lieux où les gens se réunissent, échangent des idées et travaillent ensemble de manière à enrichir et sécuriser tout le monde. Un marché, bien compris, est un lieu dans lequel les gens coopèrent. Nous n'avons pas de tels marchés aujourd'hui. En raison de notre incapacité à utiliser les lois antitrust pour protéger les marchés ouverts, nous avons désormais des systèmes d'exploitation à la place.

**Aux États-Unis, le ministère de la Justice et la Commission fédérale du commerce ont pris l'initiative de redéfinir les fondements de la législation antitrust, en redéfinissant l'objectif du marché et la manière dont il doit être réglementé. Mais ils n'ont pas beaucoup progressé en matière de durabilité. Pourraient-ils en faire davantage en matière de développement durable ?**

Nous devons d'abord comprendre que la lutte contre les monopoles ne relève pas uniquement de la politique antitrust. Regardez l'IRA ou la CHIPS and Science Act. Ces deux mesures ont été adoptées par le Congrès américain. Il s'agit des deux mesures antimonopole les plus importantes prises par le Congrès américain depuis des décennies, car elles utilisent des fonds pour éliminer les goulets d'étranglement et soutenir de nouvelles installations de fabrication afin de briser la concentration du pouvoir sur la production de composants pour véhicules électriques, de panneaux photovoltaïques et de semi-conducteurs à Taïwan, en Corée et en Chine.

Nous n'aurions jamais pu éliminer les goulets d'étranglement que nous avons observés à Taïwan en recourant simplement à la politique de la concurrence ou même à la politique commerciale. Cela aurait été trop lent, tout comme les droits de douane. Mais aujourd'hui, nous utilisons des liquidités pour accélérer le processus et amorcer les pompes.

[L'ancien commissaire européen] Thierry Breton a en fait résumé toute la question en une petite synthèse parfaite. Il a dit qu'il fallait d'abord reconstruire les usines, car elles ont été rasées. Ce n'est qu'après cela que vous pourrez reconstruire le système concurrentiel. Dans un premier temps, vous utilisez des liquidités pour accélérer le processus, puis, dans un second temps, vous utilisez des droits

de douane pour protéger le processus. Une fois que vous aurez retrouvé votre puissance industrielle, vous pourrez reconstruire le système concurrentiel au niveau national et international. Nous pourrions alors mettre en place un système démocratique libéral à travers le monde, conçu pour protéger la liberté de chacun contre le contrôle concentré des entreprises.

**Vos réflexions sur la liberté, les illusions et la lucidité suggèrent que nous avons besoin d'un changement réel et profond dans la culture et l'idéologie qui ont dominé au cours des 40 dernières années. Voyez-vous des alliés dans cette bataille ? Quelles forces politiques poussent au changement ?**

Il existe des alliés partout. Certains membres de la Commission européenne, par exemple. Il s'agit surtout d'aider les gens à comprendre l'ampleur des défis et de leur montrer que nous disposons des outils nécessaires. Ce qui importe, c'est d'amener les politiciens à dépasser leur simple réactivité et à sortir de leur zone de confort. Lorsque nous commençons à planifier, à imaginer et à élaborer des stratégies sérieuses sur la manière de reconstruire nos systèmes industriels et de communication afin qu'ils soient sûrs pour la démocratie et la sécurité nationale, à ce moment-là, tout le monde devient notre allié, y compris les personnes venues de tous les États-Unis.

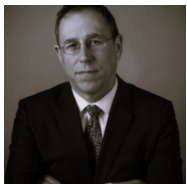
Nous avons largement remporté cette bataille au sein du Parti démocrate, et nombreux sont ceux qui, au sein du Parti républicain, se rangent à nos côtés dans certains combats. Je pense que l'Europe connaît également un changement très radical, mais il est parfois difficile de s'en rendre compte lorsque l'on est en plein processus de changement. Quoi qu'il en soit, le moment est venu pour la société civile d'être très claire sur l'avenir pour lequel elle se bat, sur les obstacles qui se dressent devant elle et sur les outils dont elle dispose pour les surmonter.

Nous devons être courageux et honnêtes, et accepter le fait qu'il n'y a pas de retour en arrière possible. La seule façon d'arriver là où nous voulons aller est d'avancer, et d'avancer avec force.

*Cette interview a été réalisée par Edouard Gaudot et Michelle Meagher.*

*This translation was commissioned thanks to the support of the Heinrich-Böll-Stiftung.*

---



Barry Lynn is the Executive Director of the Open Markets Institute, in Washington. Over the last two decades, Lynn pioneered understanding of how today's monopolies threaten our democracy, individual liberties, prosperity, and security. Lynn's efforts to update antimonopoly law and thinking for the digital era have been fully embraced by the Biden Administration and policymakers around the world. Lynn's warnings on structural flaws in international industrial systems predicted today's supply chain crises and the breakdown of globalization. Lynn has also pioneered analysis of the dangers posed by AI and disinformation, and how best to protect freedom of speech and of the press. Lynn is author of *End of the Line* (2005), *Cornered* (2010), and *Liberty from All Masters* (2020), as well as numerous articles and speeches.



The Green European Journal is an editorially independent publication of the Green European Foundation. Its printed editions take an in-depth look at topics from a range of different perspectives and occasionally include feature pieces curated by the editorial team.

Published February 9, 2026

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/construire-une-europe-resiliente-repenser-le-capital-lindustrie-et-le-commerce/>

*The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.*

*Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.*